ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973 — 4ème CIRCONSCRIPTION DE L'EURE

Candidats libéraux socialistes européens

La société française est bloquée, totalement bloquée. Il y a un malaise profond dans l'ensemble de la nation : tout étranger qui séjourne chez nous, s'en aperçoit immédiatement, et d'autant plus que sa formation intellectuelle est avancée. Qui est responsable ? Nous, qui ne savons pas secouer le joug de l'aventure, née de l'Algérie et du coup d'État du 13 Mai 1958. Qui est coupable ? L'U.R.P. actuelle, baptisée pour les besoins de la cause, de toutes façons : ce qui importe c'est de tromper les électeurs.

NOUS SOMMES :

LIBÉRAUX : Parce que la liberté est le principal de tous nos biens. Parce que la libre concurrence et le libre établissement sont les deux facteurs absolument nécessaires à toute expansion valable, partant à toute vie prospère et heureuse.

SOCIALISTES : Parce que le libéralisme engendre souvent des abus, de la part des puissances d'argent, et qu'il faut les interdire.
Nous croyons fermement et résolument que le monde ouvrier a droit à la vie, et, comme tel, nous entendons faire créer des lois IMPÉRATIVES D'ORDRE PUBLIC, sur le plan social et économique, de manière à les protéger, non illusoirement comme maintenant, mais efficacement.

EUROPÉENS : Parce que l'Europe est absolument nécessaire, et plus particulièrement à la France qu'à d'autres nations, plus fortes ethnographiquement, industriellement ou économiquement. Nous descendons dans l'arène parce que les récents évènements, sur le plan monétaire, ont montré la fragilité de notre système, et de notre monnaie, et que le Gouvernement actuel, héritier des principes gaulliens, est toujours aussi hostile que M. DE GAULLE, à la vraie Europe. Si celle-ci n'est pas encore faite, c'est cette hostilité qui est la seule coupable : il est certain qu'en cas de réalisation d'un état européen, M. TOMASINI ne serait plus, (j'espère qu'il ne sera plus rien) ou n'aurait plus été, qu'un vulgaire conseiller d'arrondissement, et M. GISCARD D'ESTAING n'aurait plus la clé de la Caisse. Inutile de vous dire que l'un et l'autre considèrent cela comme une catastrophe.
C'EST NOTRE SALUT. Il faut un seul et unique État européen, et nous répudions catégoriquement l'Europe des patries, de M. DE GAULLE, celle de l'économie et du patronat de M. POMPIDOU, et celle fédérale, de MM. J.J. SERVAN-SCHREIBER et LECANUET. D'un bloc, nous rejetons tout. Il nous faut un nouvel état, avec une capitale, un gouvernement, un parlement, un ministère résumé à l'essentiel : Finances - Affaires étrangères (ou relations extérieures) Défense nationale - Agriculture. Soit un Président de la République et 4 Ministres. Le reste doit ressortir du pouvoir régional de la manière suivante :

RÉGIONS : Constituées indifféremment de l'un ou l'autre des États formant l'Europe. Ayant un parlement régional élu, avec un gouverneur ou Président de région, au choix, à l'exclusion de toute inclusion administrative centrale. Un conseil régional s'occupera de tout ce qui ne ressort pas du pouvoir central : Intérieur (police seulement, en ce cas) Enseignement - Commerce - Industrie - Travaux publics et équipements - Logement - Marine du commerce - Urbanisme et expansion.

JUSTICE : Celle-ci sera en deux branches : tribunaux inférieurs et tribunaux supérieurs, assortis d'une Cour suprême.

Les Magistrats, que nous avons toujours soutenus dans leurs revendications salariales justifiées, devront être parmi les fonctionnaires les plus rétribués, sinon les plus rétribués. Mais ils devront être élus :
— pour les tribunaux inférieurs, avec les conseillers régionaux.
— pour les tribunaux supérieurs, avec les députés à l'assemblée européenne.
— pour la Cour suprême, par leurs pairs.

La procédure sera réduite à sa plus simple expression, et les exploits délivrés, comme actuellement PARTOUT EN EUROPE, par poste, les délais UNIQUES, en toutes les matières, en raison de la vitesse présente des transports.

FINANCES : De même, les Fonctionnaires chargés de l'établissement de la base de l'impôt, devront être fortement rétribués, mais aussi élus, de sorte, que chaque candidat, à un mandat du peuple, devra avoir sa liste régionale ou européenne de Magistrats, et d'Inspecteurs des Finances.

AGRICULTURE : Les menaces qui pèsent sur la monnaie (le franc français sera dévalué, qu'on le veuille ou non, avant la fin de l'année, sa faiblesse, même après la dévaluation du dollar, le montre, car alors que les monnaies fortes réévaluent de plus de 10% par rapport au dollar, le franc français ne réévalue que de 5 à 6, selon les places, et demeure le plus faible après la lire et le sterling) font peser une plus lourde menace encore contre l'agriculture.

On vous le dira une fois les élections passées.

Les pressions des U.S.A. sont intolérables (comme sur le plan industriel) et c'est pourquoi nous sommes résolument antiaméricains.

Si quelqu'un de cette circonscription agricole veut vendre son blé à 15 Francs le quintal (ce qui favoriserait les puissances d'affaires) qui sera à peu près le prix de vente du blé américain en France et en Europe, il n'a qu'à voter pour l'U.R.P. Les prix de blé en Europe sont beaucoup plus élevés qu'en France : pensez-y. Pensez aussi qu'il en est de même pour tous les autres produits agricoles ET DE LA FERME.

ENSEIGNEMENT : La réforme doit être totale. Toutes les classes sociales doivent accéder aux études supérieures et notamment à la médecine, comme cela est PARTOUT AU MONDE (et particulièrement en Europe). Nous ne sommes pas de l'avis de M. TOMASINI, qui, lors d'une réunion mémorable AUX ANDELYS, au cours de laquelle on refusa très démocratiquement la contradiction aux interpellateurs dangereux, relève inélégamment (mais le cynisme n'est-il pas son atout principal) que ses adversaires étaient tous, ou presque, des universitaires : Selon lui, il faudrait les supprimer, et j'ai gardé un souvenir de mépris pour ce professeur d'un établissement de la ville, venu sur le podium, nous dire qu'il était heureux de gagner 1.500 F par mois : pour un professeur licencié, c'est certainement le cas de se féliciter. De toute évidence, il s'agissait de flatter les masses du Vexin, profondément agricoles. A celles-là je demande :

Avant de déposer votre bulletin de vote dans l'urne, regardez donc autour de vous, ces enseignants mal payés, au bout de longues études couteuses. Au lieu de suivre les médisants, observez la manière dont ils se tiennent, et font effort, sans grandes ressources mises à leur disposition par le pouvoir tomasinien, pour élever et éduquer convenablement vos enfants. Ils demeurent, avec la gendarmerie, l'une des catégories de fonctionnaires traditionnels dignes de votre estime. Et pensez que s'ils n'existaient pas, QUI ÉDUQUERAIT ET INSTRUIRAIT VOS ENFANTS ? Le corps préfectoral auquel appartient M. TOMASINI peut-être ? Et croyez-vous que l'on se passerait aussi facilement d'instituteurs et de professeurs que de préfets ? L'absence de ceux-ci ne changerait rien, l'absence de ceux-là nous ramènerait à la préhistoire. Et sans eux, qui formerait médecins et chirurgiens - chirurgiens dentistes qui vous soignent ou les ingénieurs qui créent les machines dont vous vous servez chaque jour. Pensez-y....., et bien, car demain il sera TROP TARD.

FEMMES : Nous constatons que le pouvoir, malgré ses promesses n'a rien fait. Il n'y a pas d'autre candidate femme dans la circonscription que ma suppléante, et peu en France. Comme nous l'avons dit par la voie de la Presse, nous entendons leur redonner la place qu'elles auraient toujours du avoir dans la société. Et tout de suite, nous pensons que la ménagère, la mère de famille au foyer, ou travaillant à l'extérieur, méritent plus, dans la société, que n'importe quel parlementaire et que, si le budget de l'État était géré comme celui de leurs familles TOUT IRAIT MIEUX. Nous les saluons, dans leurs peines et dans leur travail harassant de chaque jour. Si j'ai pris une suppléante femme, c'est que j'ai voulu montrer, que comme PARTOUT EN EUROPE, nous voulons des avantages immédiats pour elles.

— Le salaire intégral du pour tout emploi quel qu'il soit.

— Le salaire de la mère de famille au foyer, compensateur de celui qu'elle perd en élevant ses enfants, et cela est capital pour la nation.

— Le droit d'aimer normalement et sans risques et d'avoir les enfants qu'elle veut (les pays qui l'ont libérée de ce chef ont une natalité supérieure à celle de la France...)

Nous persistons à répéter inlassablement et nous le répéterons sans arrêt, jusqu'à ce que nous ayons transformé l'esprit des retardataires, que la femme n'est pas un être inférieur, ni un jouet, ni un instrument de plaisir.

Et nous avons plus de respect pour celles qui ont le courage d'être de vraies femmes, à part entière, dans la dignité, que pour certains invertis, ou, ceux, quasi-monstrueux, qui abusent de mineures.

PERSONNES AGÉES : La qualité de ma suppléante les fixera sur nos intentions à leur égard. VIVE LA LIBERTÉ. VIVE L'EUROPE.

VIVE LA FRANCE DES FRANÇAIS DE CHAQUE JOUR
VIVE LA FRANCE DES TRAVAILLEURS LIBRES, SALARIÉS OU INDÉPENDANTS

Pierre CARLIER
Conseil juridique et fiscal
Secrétaire du comité d'information et de défense

Vu : la suppléante
Paulette PENÉ
Infirmière diplomée d'État
Gérante d'une maison de retraite pour vieillards
Mère de famille nombreuse

IMP. FROMENTIN - 27400 LOUVIERS